

*Questions orales*

## LE RÉEXAMEN DE LA QUESTION

**L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur le Président, le député a dit que le budget était sournois. Je rappelle au député que l'ancien ministre des Finances avait fait un geste semblable sans consulter ni prévenir les provinces quand il avait réduit le financement des programmes établis. L'actuel ministre prévient les intéressés de ce qu'il compte faire au moment où s'engageront les négociations pour le prochain programme quinquennal.

Si le député relit le budget, il verra qu'en dépit de ces 2 milliards les paiements de transfert du gouvernement fédéral aux provinces augmenteront. Mais l'on assistera à une réduction si l'on considère les projections de l'actuel plan quinquennal par rapport au prochain. Le député pourra également constater que les pourcentages versés par le gouvernement fédéral pour la santé et l'enseignement postsecondaire resteront les mêmes.

Le député devrait se rappeler ce qu'il a dit quand son parti était au pouvoir. Il avait dit ceci: «Quand allez-vous réduire les paiements et faire en sorte que les provinces paient les sommes que le gouvernement fédéral leur verse au titre de ces deux programmes.» Les ministériels d'alors avaient même créé un groupe d'étude pour tenter d'en arriver là.

\* \* \*

## LES PENSIONS

## L'INCIDENCE DU BUDGET

**M. Howard McCurdy (Windsor-Walkerville):** Monsieur le Président, cette fin de semaine, j'ai parlé à des centaines de pensionnés qui, comme les retraités de toutes les régions du pays, sont irrités et se sentent trahis par un budget qui provoquera une recrudescence de la pauvreté chez les personnes âgées; le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social le reconnaît lui-même. Le ministre peut-il expliquer à la Chambre et à ces pensionnés pourquoi nous n'avons pas les moyens d'indexer des pensions de vieillesse qui se situent au seuil de la pauvreté alors que nous avons les moyens d'offrir des bénéfices exorbitants aux riches et aux grandes sociétés pétrolières?

**L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur le Président, le député me prête certains propos—par inadvertance je suppose—en disant que j'ai reconnu que le budget provoquerait une recrudescence de la pauvreté. Je n'ai pas dit cela. Ce que j'ai dit, c'est que si nous relançons l'économie et si nous arrivons à créer des emplois et des richesses, les chômeurs des agglomérations qui, comme celle du député, sont durement touchés par le chômage, obtiendront des emplois. La pauvreté ne s'aggravera pas, mais il y aura plus de richesses et par le fait même, le gouvernement percevra des impôts sur ce nouveau revenu, ce qui lui permettra de maintenir les programmes sociaux. Voilà le calcul que nous avons fait, mes collègues et moi; je crois que le député devrait envisager la question sous le même angle.

**M. Howard McCurdy (Windsor-Walkerville):** Monsieur le Président, il faudrait peut-être mettre un terme aux beaux discours et revenir à la question des promesses; j'adresserai par conséquent ma question supplémentaire au très honorable premier ministre qui a fait une nouvelle promesse il y a quelques minutes. Il a promis de revoir la situation des pensionnés. Je voudrais savoir comment le premier ministre s'attend à ce qu'on le croie alors que le gouvernement avait promis aux pensionnés de maintenir l'indexation complète.

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, mon collègue n'a rien dit, si je ne m'abuse, lorsqu'on nous a annoncé d'excellentes nouvelles sur la création d'emplois vendredi. Du fait que mon collègue vient de Windsor, ceci risque de l'intéresser: «Le mois d'avril a été un mois excellent pour les concessionnaires d'automobiles car les ventes de voitures et de véhicules commerciaux neufs ont atteint leur niveau record au Canada.»

**M. McCurdy:** Je vous ai parlé des promesses.

**M. Angus:** Vous n'êtes pas obligé de répondre.

**M. Mulroney:** De toute apparence, le député ne veut pas que Windsor soit prospère. On se débarrassera bientôt de vous à Windsor.

Ce sont de bonnes nouvelles pour le secteur de l'automobile.

Nous avons dit sans ambages que nous avons l'intention de suivre les événements de très près et d'aider toutes les personnes touchées . . .

**M. Rodriguez:** Encore une promesse.

**M. Mulroney:** . . . dès que possible, dès que les ressources le permettront. Les néo-démocrates n'ont pas parlé du tout de la création d'emplois. Tout ce qui les intéresse, c'est la discorde sociale et la lutte des classes. Nous voulons une nouvelle prospérité et de nouvelles richesses pour tous les Canadiens.

**Des voix:** Bravo!

**M. Angus:** Cela ne prendra plus!

**M. Thacker:** Le salaire de votre chef a-t-il diminué? Pas d'un sou.

\* \* \*

## LES PÉNITENCIERS

## LE COÛT DE L'ENTRETIEN DES DÉTENUS

**M. Bill Vankoughnet (Hastings-Frontenac-Lennox et Addington):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au solliciteur général. Bien des Canadiens contribuent à juguler la dette nationale. Ils appuient la nouvelle conception de la responsabilité et des contraintes économiques qui prévaut à l'heure actuelle. Quelles mesures prend le ministre du solliciteur général et que fait la population canadienne de détenus pour contribuer à réduire cette dette, comprimer les dépenses et partager les responsabilités économiques de notre pays?